

Les territoires et l'impératif écologique : échelles et interdépendances

CYCLE 2020

Programme



Les territoires et l'impératif écologique : échelles et interdépendances

La transition écologique a constitué, après la fiscalité, le deuxième sujet le plus présent dans le grand débat, alors même que les jeunes, les plus mobilisés sur ce thème, n'y ont guère participé. On ne risque pas de se tromper en prédisant que les questions du climat et de la biodiversité, devenues concrètement sensibles pour les gens, vont fortement monter dans l'agenda des politiques publiques locales. D'ores et déjà, **les territoires fourmillent de projets** autour de thématiques comme l'économie circulaire, les circuits courts de diverses natures (alimentaires, énergétiques), le métabolisme urbain et territorial. Une grande question se pose, à laquelle ce cycle essaiera de contribuer : c'est celle des échelles territoriales pertinentes d'analyse, de mise en débat, et de réponses aux défis environnementaux.

Le local apparaît de plus en plus comme un échelon essentiel de prise de conscience et de mobilisation autour des sujets environnementaux. Mais les phénomènes physiques sous-jacents sont essentiellement globaux (climat, biodiversité) et les problèmes à traiter se laissent rarement enfermer dans les périmètres limités de la gestion territoriale (la pollution atmosphérique, par exemple, est une réalité multi-échelles qui déborde de loin les périmètres des plus grandes villes ; la gestion locale des déchets est fortement impactée par le revirement chinois sur l'accueil des déchets, etc.)

Autant que le recentrage sur le local, les défis urgents de la transition écologique devraient donc mobiliser les interdépendances entre territoires, et susciter des **politiques coopératives**, à l'échelle infranationale comme à l'échelle supranationale. Et ceci ne vaut pas seulement pour la dimension « technique » des problèmes, mais aussi pour la dimension sociale et politique : qui décide pour qui, qui paie pour qui, comment concilier efficacité et justice sociale, comment gérer les inévitables conflits suscités par le changement, comment s'appuyer sur des dynamiques sociales concrètes et pas seulement sur des visions d'expert ?

L'lhédate consacre son cycle 2020 à explorer cette question des échelles et des interdépendances, pour laquelle nous manquons de repères pratiques, mais aussi conceptuels. **Une attention particulière sera portée à l'articulation des différents leviers de la transition** : l'expertise scientifique (qui la produit, dans quelles conditions ?) ; la mise en débat (comment construire les choix dans un cadre démocratique ?) ; l'évolution des comportements et des pratiques de consommation (quels en sont les moteurs et les limites ?) ; les avancées technologiques (jusqu'où peut-on parier sur elles ?) ; les modèles économiques et bien sûr les modes d'action publique (comment articuler les régulations fiscales, réglementaires et normatives, les actions locales, les actions coopératives multi-locales ?)

Calendrier 2020

15 janvier - Paris	Ouverture Conférence inaugurale
16-17 janvier - Paris	Session 1 L'expertise scientifique et son appropriation
06-07 février - Grenoble	Session 2 Systèmes territoriaux en transition
12-13 mars - Paris	Session 3 Etat et démocratie face à l'impératif de soutenabilité
30 mars - 03 avril - Allemagne	Mission d'étude Les paradoxes de la transition allemande
14-15 mai - Le Havre	Session 4 Produire et consommer dans les limites de la biosphère
18-19 juin - Paris	Session 5 Energie, eaux, déchets : les grands réseaux et services territoriaux au défi de la transition
17-18 septembre et 14 octobre - Paris	Ateliers
15-16 octobre - Paris	Session 6 Aménagement et mobilités durables
12-13 novembre - Nantes	Session 7 Alimentation et agriculture : comment changer de paradigme ?
09-10 décembre - Bruxelles	Session 8 L'Europe peut-elle sauver l'environnement ? L'environnement peut-il sauver l'Europe ?
11 décembre - Paris	Débriefing et restitution des principaux enseignements du cycle

Planning

Ouverture

15 janvier 2020
Paris

Conférence inaugurale

Les auditeurs sont accueillis par le président de l'Ihédate et l'équipe pédagogique, en présence de représentants du conseil d'administration et du conseil scientifique. La présentation du thème de l'année est illustrée par une conférence introductive, prononcée par **Jean Jouzel**.

Session 1

16 • 17 janvier
Paris

L'expertise scientifique et son appropriation

- **Yves Caristan et Catherine Larrère** - Coordination scientifique

Quels sont les fondements scientifiques de nos prévisions en matière de réchauffement climatique et d'évolution de la biodiversité ? Comment fonctionnent la biosphère, les écosystèmes, les grands cycles biogéochimiques ? Comment sont-ils affectés par les perturbations anthropiques ? Qu'est-ce que l'hypothèse Anthropocène ? Que sait-on des impacts différenciés de ces dérèglements sur les territoires, à l'échelle mondiale, de l'Europe et de la France ? La première session sera consacrée à une présentation synthétique de l'état de nos connaissances sur ces grands sujets. Elle abordera aussi la question de l'appropriation de l'expertise, en revenant sur l'histoire des alertes depuis le rapport du club de Rome et sur l'évolution des représentations de l'avenir, du paradigme du développement durable aux notions plus récentes de transition, voire d'effondrement... Comment refonder un projet de société sur la base des alertes des scientifiques ?

Session 2

06 • 07 février
Grenoble

Systèmes territoriaux en transition

- **Magali Talandier et Martin Vanier** - Coordination scientifique

Dans des territoires toujours plus poreux, toujours plus traversés de flux, quelle est l'empreinte environnementale de nos modes de vie ? Partir du métabolisme territorial permet de penser le territoire comme un système, au sein duquel les villes occupent une position centrale, puisqu'elles attirent l'essentiel des ressources et sont à l'origine, directement ou indirectement, de la plupart des émissions. Mais l'intégration des objectifs du développement durable dans la gestion urbaine concrète est complexe, et sa mise en œuvre effective soulève bien des contradictions.

Au-delà des «briques de base» de la gestion urbaine (énergie, déchets, transports, bâtiments...), comment favoriser le décloisonnement entre services, l'hybridation entre secteurs et entre territoires ? Les innovations technologiques (parmi lesquelles le numérique joue un rôle essentiel) peuvent-elles permettre une réduction effective des consommations de ressources ? Quelles institutions mettre en place pour passer des expériences à un nouveau régime de développement ?

Session 3

12 • 13 mars
Paris

Etats et démocraties face à l'impératif de soutenabilité

- **Patrick Le Galès** - Coordination scientifique

Les alertes des scientifiques concernant l'altération de l'environnement ont pénétré progressivement le débat public et l'agenda politique. Cette montée en puissance est déstabilisante pour les Etats, pris en étau entre des enjeux qui débordent leur champ d'action, et des territoires infranationaux souvent plus moteurs dans la mise en œuvre de politiques publiques et qui, dans le cas des grandes métropoles, émergent comme acteurs sur la scène internationale. Comment les compétences spécifiques de l'Etat s'articulent-elles aux niveaux supra et infra-nationaux ? Le défi est également redoutable pour les démocraties parce qu'il s'inscrit dans un temps long qui dépasse celui des alternances politiques, parce qu'il remet en cause nos représentations de l'avenir et du progrès et qu'il pose des questions de justice dans des termes renouvelés. Comment s'organise le débat public sur ces questions ? Que peut la démocratie face aux tensions entre «fin du monde» et «fin du mois», intérêt individuel et besoins collectifs, court-terme et long-terme ?

Mission d'étude

30 mars • 03 avril
Allemagne du Nord

Les paradoxes de la transition allemande

La société civile allemande est depuis longtemps sensible à la préservation de l'environnement, tendance confirmée par la présence des verts dans les coalitions de gouvernement de nombreuses villes et Länder. Tout n'est cependant pas «vert» ni vertueux chez nos voisins d'Outre-Rhin. Si l'Allemagne a connu un déploiement rapide des énergies renouvelables, les émissions de gaz à effet de serre par tête y sont parmi les plus élevées d'Europe, l'agriculture reste intensive et les lobbys industriels puissants. L'impératif de transition se heurte, comme ailleurs, aux objectifs de développement économique, mais aussi de solidarité et d'inclusion sociale. L'adaptation au changement climatique est une question de plus en plus prégnante pour la zone côtière du Nord de l'Allemagne exposée au risque d'inondation. Plus généralement, cette mission permettra de mieux comprendre comment s'articulent les stratégies locales, entre elles et avec celle de l'Etat central, dans un Etat fédéral comme l'Allemagne.

Session 4

14 • 15 mai
Le Havre

Produire et consommer dans les limites de la biosphère

- **Pierre Veltz** - Coordination scientifique

Nous pensons évoluer vers un monde tertiaire et immatériel, dans lequel l'industrie n'occuperait qu'une place marginale. Nous vivons en réalité dans un monde «hyper industriel» qui trouve dans les grands marchés urbains et la fabrique des villes des laboratoires grandeur nature. Construit sur une vision prédatrice de ressources (énergétiques, minérales, etc.) illimitées, le modèle industriel a commencé à se réformer. Mais les progrès en matière d'efficacité et de sobriété sont souvent rattrapés, voire dépassés par la croissance de la demande. La question reste donc ouverte : le modèle de développement hyper-industriel est-il soutenable ? Un «capitalisme vert» est-il possible, sans modifications profondes des choix productifs et de nos modes de vie ? Quelles sont les promesses des matériaux bio-sourcés, de l'écologie industrielle et de l'économie circulaire ? Faut-il parier sur les high-tech ou les low-tech ? Et plus largement, dans quel système d'incitation, dans quelles règles comptables inscrire les entreprises pour qu'elles transforment leurs pratiques ?

Session 5

18 • 19 juin
Paris

Energie, eaux, déchets : les grands réseaux et services territoriaux au défi de la transition

- **Cyril Roger-Lacan** - Coordination scientifique

Les grands réseaux ont modelé le territoire depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. La gestion des services urbains que sont l'électricité, l'eau ou encore les déchets appelle aujourd'hui de nouveaux paradigmes. Au-delà de l'opposition entre systèmes centralisés et solutions décentralisées, comment mettre en lien les différentes échelles spatiales et politiques ? Quel est l'impact des choix en termes de mix énergétiques sur la trajectoire des différentes transitions et des processus de territorialisation, en France et dans les pays voisins ? Comment articuler les nouvelles politiques d'offre avec les politiques de réduction de la demande (par exemple en accélérant l'immense chantier de la rénovation énergétique du bâti) ? Comment enfin concilier les impératifs écologiques, les nouveaux modèles économiques et la justice sociale, la lutte contre les précarités ?

Ateliers

17 • 18 septembre

Les ateliers sont l'occasion d'une courte mission d'étude en France, en groupe restreint, assorti d'un travail collectif sur une problématique donnée. La mise en commun des expériences aura lieu le 14 octobre après-midi.

Session 6

14 • 15 • 16 octobre
Paris

Aménagement et mobilités durables

- **Michel Savy et Mariane Thébert** - Coordination scientifique

Pendant des décennies, la route et l'automobile ont façonné l'aménagement des territoires. Les transports sont aujourd'hui le premier émetteur de CO₂. Comme le rappelle la loi d'orientation des mobilités, la maîtrise de l'impact des mobilités sur l'environnement est non seulement un impératif au regard des engagements de la France d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, mais c'est aussi un enjeu de santé publique. Pour réussir cette transition, qui concerne autant la mobilité des marchandises que celle des personnes, il faut actionner tous les leviers, ceux de la demande (les comportements de mobilité eux-mêmes fortement impactés par l'organisation spatiale des territoires) et ceux de l'offre. A cet égard, le potentiel des innovations technologiques et organisationnelles ne permettra pas de faire l'économie d'un débat sur le niveau et l'allocation de l'investissement public dans les infrastructures.

Session 7

12 • 13 novembre
Nantes

Alimentation et agriculture : comment changer de paradigme ?

- **Pascale Hebel et Bertrand Hervieu** - Coordination scientifique

La transition vers un modèle alimentaire plus vertueux est cruciale pour atteindre nos objectifs climatiques. Et les changements nécessaires présentent de nombreux co-bénéfices en termes de santé publique, de protection de nos ressources naturelles (eau, sol, air, biodiversité), de bien-être de toute la profession agricole. Par quels chemins la transition vers des systèmes agricoles et alimentaires soutenables à la fois en termes de qualité nutritionnelle, de performance économique et sociale et d'impact environnemental pourrait-elle s'opérer ? Quel peut être le rôle des territoires et des expérimentations locales ? Comment construire des alliances territoriales et des formes de développement partagé autour de l'alimentation ?

Session 8

09 • 10 décembre
Bruxelles

L'Europe peut-elle sauver l'environnement ? L'environnement peut-il sauver l'Europe ?

- **Charlotte Halpern** - Coordination scientifique

Les pays européens ont délégué de nombreuses compétences à l'Union européenne en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Plutôt en pointe, les Européens ont largement contribué à la signature des accords de Paris sur le climat en 2015. Le bon score des partis verts aux dernières élections européennes témoigne du fait que les citoyens voient dans l'UE la bonne échelle pour progresser. Quels sont les leviers, et quels sont les freins à l'accélération de l'effort en faveur de la protection de l'environnement ? L'Europe est-elle toujours motrice, alors que les Chinois veulent prendre le leadership des COP ? Si le niveau européen est décisif pour accélérer la transition, la protection de l'environnement est sans doute aussi une des causes majeures qui peut relancer le projet européen.

11 décembre
Paris

Débriefing et restitution des principaux enseignements du cycle

Le cycle annuel de formation

L'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe

organise un cycle d'études qui met en débat les sujets fondamentaux du développement des territoires, en les revisitant chaque année à travers un fil rouge thématique différent. La formation donne une large place aux producteurs de territoire dans leur diversité et invite à réfléchir de manière décloisonnée afin de faciliter les échanges et les coopérations.

• Objectifs

Comprendre les dynamiques territoriales et les moteurs de transformation ;
Former aux enjeux de l'aménagement et du développement durable des territoires ;
Stimuler l'ouverture d'esprit et la capacité de management stratégique.

• Pédagogie

Des interventions de haut niveau

Le cycle mobilise une centaine d'intervenants, chercheurs, experts de haut niveau, dirigeants du public et du privé, praticiens de l'aménagement.

Missions d'étude et visites

La mission d'étude est l'occasion d'observer concrètement les dynamiques et les politiques territoriales d'un autre pays européen, choisi en fonction du thème de l'année. D'autres visites sont proposées au fil des sessions tout au long du cycle.

Intelligence collective

La formation met les auditeurs dans une posture active de discussion et d'apport d'expertise. Celle-ci s'exerce en particulier dans le travail collectif en ateliers et, plus largement, dans les liens qui se nouent entre auditeurs venus d'univers professionnels différents.

• Déroulement

Le cycle dure une année, de janvier à décembre (environ 200 heures de formation).

Il se compose d'une dizaine de sessions de deux jours chaque mois, qui ont lieu le jeudi et vendredi toute la journée.

Les sessions se tiennent généralement dans les locaux des partenaires de l'Ihédate, à Paris ou en région.

Le cycle annuel propose également une **mission d'étude de cinq jours** dans un pays européen.

• Public

La formation s'adresse à des professionnels confirmés, en responsabilité et/ou à un moment charnière de leur carrière, venus d'horizons variés :

- entreprises - industrie, travaux publics, services, cabinets d'expertise, grandes entreprises de réseaux ;
- directions centrales ou services déconcentrés de l'État ;
- agences concernées par le développement territorial, chambres consulaires, sociétés d'économie mixte ;
- élus ou cadres dirigeants des collectivités territoriales ;
- acteurs de la société civile, journalistes et syndicalistes.

Inscriptions

La date limite de réception des candidatures est le **11 octobre 2019**. Les candidats doivent faire parvenir une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae par voie électronique à :

candidatures-cycleAnnuel@ihedate.org

Les frais d'inscription sont de :

- **4500 euros pour les organismes membres de l'Ihédate**,
- 5500 euros pour les administrations, collectivités, associations et syndicats, presse, indépendants non partenaires,
- 8000 euros pour les entreprises privées, publiques et EPIC non partenaires.

(déclaration d'activité en tant que prestataire de formation - article L.6351-1 du code du travail - au nom de l'Ihédate enregistrée sous le n° 11753937775 - Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État).

Organisme référencé Datadock 

Renseignements

Nathalie Leroux

Ihédate | 22/28 rue Joubert 75009 Paris | tél. : 01 55 04 05 07 - 07 82 76 26 97

candidatures-cycleAnnuel@ihedate.org

Les réseaux de l'Ihédate

• Un réseau scientifique

L'Ihédate s'appuie sur un partenariat scientifique avec l'École des Ponts ParisTech et Sciences Po, et sur un conseil scientifique présidé par **Pierre Veltz** et composé de Stéphane Cordobès, Julien Damon, Laurent Davezies, Olivier Denert, Philippe Estèbe, Frédéric Gilli, Elisabeth Grosdhomme Lulin, Ludovic Halbert, Charlotte Halpern, Marie-Christine Jaillet, Jacques-François Marchandise, Nathalie Roseau, Michel Savy, Martin Vanier.

• Un organisme partenarial

L'Ihédate repose sur des partenariats variés avec des structures publiques et privées. La diversité des partenaires est garante de l'indépendance intellectuelle de l'Institut

et de la composition diversifiée des promotions. Au-delà d'une participation financière, les partenaires collaborent activement à la production des sessions et des ateliers et bénéficient du vivier de professionnels de l'Ihédate.

• Une communauté d'auditeurs

Depuis la première promotion, en 2000, l'Ihédate a accueilli près de 1000 auditeurs. Ce réseau, qui s'étend sur l'ensemble du territoire, est partie prenante de la vie de l'Institut à travers l'implication des anciens auditeurs et des partenaires. L'association des auditeurs (AA-Ihédate) organise des rencontres qui permettent de maintenir les liens entre les auditeurs au-delà de la formation.

Les partenaires



Le conseil d'administration

Le conseil d'administration de l'Ihédate est présidé par **Pierre Calvin**, promotion Ihédate 2005, ancien directeur prospective, commercial et marketing du Groupe Colas.

L'équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée de **Sandra Moatti**, directrice, **Nathalie Leroux**, directrice adjointe, et **Anne Mattioli**, responsable administrative et logistique.

<https://www.ihedate.org>